



Note politique du 1^{er} février 2026

Didier Dufau

LR : peurs, stupeur et tremblements

I- LR – Municipales : l'occasion ratée d'une campagne d'ampleur nationale

Pour gagner les Municipales, nous avons proposé de capitaliser sur une campagne nationale de reconquête des plus grandes villes françaises qui ont été perdues lors de la vague verdâtre suscitée par le Covid et les campagnes alarmistes du GIEC.

Nous recommandions de créer une structure ad hoc, proposant un programme commun à toutes les villes, bien identifié par son nom et promu de façon massive, notamment par les moyens nouveaux de la communication politique.

L'avantage était triple :

- Donner une forte identité au programme LR et un sens national à la campagne
- Aider chaque campagne locale en l'insérant dans un projet global lui donnant plus de sens et de poids
- Capitaliser partout sur les horreurs relevées dans la gestion calamiteuse des municipalités Arc en ciel. Une horreur relevée à Bordeaux, cumulée à une horreur relevée à Grenoble et une horreur relevée à Nantes, et une horreur relevée à Strasbourg, et une horreur relevée à Marseille... permettaient de mettre tous les sortants dans le même sac et montrait qu'il n'y avait pas de différence entre les différentes expériences délétères subies par les grandes villes conquises par les Verts et les Socialistes sur les cinq problématiques urbaines majeures :
 - Sécurité
 - Prospérité
 - Protection des populations contre la propagande et les actions Woke
 - Dépenses et impôts irresponsables

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

- Dépopulation et notamment effondrement de la jeunesse, en nombre, en formation et en pouvoir d'achat.

Cette tactique avait l'avantage de mettre LR au cœur du réacteur et d'éviter les candidatures fractionnaires. En mobilisant les thèmes principaux, la campagne LR privait d'air les autres candidatures.

En présentant le projet comme un programme ouvert, positif, créatif, réfléchi, bien centré sur les difficultés à surmonter, porteur d'initiatives attrayantes, on offrait à toute l'opposition l'occasion de s'unir en faveur d'un avenir meilleur et pas seulement pour des places.

Des candidatures comme celles de M. Bournazel ou de Mme Knafo aurait été rendues difficiles, surtout si nous avions gardé la main tendue pour des accords de premier tour.

La direction de LR a décidé de ne pas se mouiller et de laisser se développer l'habituelle méthode féodale. À chaque équipe de définir son plan local, accessoire puisque tout l'élan est mis sur la personnalité du candidat qui ne cesse de parler de lui.

Au lieu de mettre en valeur LR et sa capacité d'agir pour le bien national, on compte sur des individualités soutenues par des comités. Si le candidat choisi ne s'avère pas aussi fringant qu'espéré, tout le plan s'effondre.

Bien sûr, la force militante se mobilise bien chez LR, surtout à Paris. On voit cependant que certaines prétentions invoquées au moment du choix des candidats ne sont pas au rendez-vous. Ceux qui avaient pensé que la loi nouvelle pour Paris Lyon Marseille garantissait la victoire, notamment à Paris, en sont pour leur illusion. Elle garantissait surtout une multiplication des candidatures. Gauche et Droite sont quasi à égalité au second tour. Tout se jouera sur des détails. Si le plan proposé avait été retenu, on n'en serait pas à ne s'intéresser qu'à des chocs de personnalités. Il est certain que la présence d'élus LR dans le gouvernement fantoche du sinistre Lecornu plombe l'ambiance pour les candidats LR. Comment marquer son originalité et sa différence si on pactise avec ceux qui ont permis d'abord la réélection de Macron, président dévalué et devenu indéfendable, et surtout celle de Madame Hidalgo ? Ne jamais oublier qu'à la demande d'Emmanuel Macron, Mme Buzin et le Modem ont fait réélire Mme Hidalgo, réélection impossible sans leur soutien. Lorsqu'on dit « les Parisiens ont réélu Mme Hidalgo et ont validé sa politique de haine, de gâchis et de destruction », on omet le rôle des puissances politiques et le jeu des alliances et désistement. Il suffisait que Macron et Bayrou le décident pour qu'Hidalgo soit battue. Le premier ne craignait pas la candidature présidentielle de la maire de Paris, à raison, et l'autre attendait son poste de premier ministre, également à raison.

Au lieu d'aller vers une victoire franche et significative, LR se retrouve sur la défensive et ne peut pas s'adresser à l'ensemble du pays. À Paris, on connaît les têtes de liste

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

soutenant Dati dans les arrondissements. On remarque quelques règlements de compte bien inutiles. On ne sait pas encore quelle sera la composition de la liste Dati pour la mairie centrale, dont la chef de file se réserve le droit exclusif de décision et qui sera déposée sans doute une heure avant la forclusion pour éviter toute discussion. Qui sera en position éligible ? Nul ne sait.

Dans le XIVe arrondissement, fondamental pour la victoire à la mairie de Paris, le comité Changer Paris et la CNI (commission nationale d'investiture) de LR laissent le poste de maire d'arrondissement à une centriste du Modem habitant le XVe et qui s'est signalée indéfectiblement pour son inaction complète face aux dégâts des aménagements forcés voulus par Mme Hidalgo. Elle a laissé faire l'assassinat urbain de l'arrondissement sans dire un mot de protestation. Elle est seule et sans militants. Le Modem porte la responsabilité du désastre urbain et sécuritaire qui a détruit largement le XIVe arrondissement. Et la voilà chef de file ! Faut-il préciser qu'à la base, le basculement du Modem vers LR est apprécié, mais laisser le leadership au centrisme alors qu'il cautionne aussi, façon coup de pied de l'âne, la liste Bournazel laisse pour le moins perplexe.

Plus généralement, une défaite à Paris, à Bordeaux, à Grenoble ou dans n'importe laquelle des grandes villes concernées provoquera un tsunami d'autant plus ravageur que, naturellement, rien n'a été fait pour préparer un grand plan de redressement national unitaire validé par l'ensemble du parti. Tout continue en 2026 dans l'esprit désastreux de guerre des chefs, de trahison et d'impréparation qui prévaut depuis 2012. Ce n'est pas ce qu'attendent les militants de base et les électeurs. LR a encore perdu une occasion politique et sans doute la plus facile à exploiter avec succès. Il n'y a plus qu'à se battre dans le cadre restreint retenu.

La foi militante peut toujours réaliser des miracles. Bravo pour l'engagement des militants !

Mais, globalement, quelle imprudence ! Attention au retour du bâton !

II- À Paris : sérieux de Sarah Knafo, néant de Bournazel, effacement de Mariani

- 1.** Glissons rapidement sur la **candidature Bournazel** qui vient saper les chances d'alternance. Les sondages initiaux lui donnaient un impact important de 16 %, laissant entendre qu'il récupérerait le fond de voix centriste à peu près totalement. Ce n'était pas crédible. Le score a été réduit depuis à 14 %. Il descendra encore mais risque de rester au-dessus de la barre des 10 %. Peu de gens connaissent cet homosexuel élégant et beau parleur mais versatile et qui trahit à répétition, sans états d'âme. Il n'a jamais démontré une efficacité municipale quelconque ni témoigné d'une vision particulièrement élaborée de l'avenir de la Capitale. Son programme est totalement vide et se concentre sur sa valorisation visuelle.

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

« Moi-je et rien d'autre ». Il faut dire que son image peu clivante est globalement positive selon les sondages, son seul atout. C'est donc juste une belle gueule et une casaque, celle du maire du Havre. Edouard Philippe sur le recul nationalement, n'a pas encore gagné au Havre. Il joue une carte faible à Paris. Son candidat ne sert à rien sinon à diviser la droite et à permettre à une clique sans projet de se compter pour peser au second tour. Cela ne rime à rien et peut lui coûter cher pour la suite. Aucun engagement n'a d'ailleurs été pris pour le second tour. En ayant commis un livre qui dégomme radicalement et sans pitié Rachida Dati, mettant en valeur sa violence et sa cupidité, Bournazel rend la fusion de sa liste avec celle de Dati plus qu'improbable. Une candidature absurde et totalement négative !

2. La candidature surprise de Sarah Knafo



Sarah Knafo a prouvé qu'elle était une redoutable organisatrice lorsqu'elle a monté toute la campagne présidentielle d'Éric Zemmour. Ce fut un modèle du genre. Certes, ce sera un échec, pour deux raisons majeures :

- Éric s'est retrouvé à droite du RN. Il n'y a pas d'électeurs à droite du RN
- La guerre en Ukraine et la question des réfugiés Ukrainiens ont tout fait dérailler.

Ce n'est pas l'organisation de la campagne qui a été fautive, contrairement à celle de Mme Pécresse par exemple.

On voit que le « raid de Sarah » sur Paris a été préparé avec beaucoup de soin et de rigueur selon des principes parfaitement calibrés :

- « Désidéologiser le programme ». Ce n'est pas la combattante zemmourienne qui fait campagne, mais « une amoureuse de Paris » (sic)
- Rendre le projet positif pour tous en considérant que le passé est le passé et que cela ne vaut pas la peine de ferrailler avec des sortants déconsidérés et qui ne portent que de nouvelles menaces.
- Le centrer sur une innovation urbaine audacieuse, forte et déclarée heureuse portant fortement le sceau de l'embellissement des quais de la ville et de la vie des Parisiens grâce la mobilisation autour d'elles de peintures.
- Le rendre participatif en passant par le referendum

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

- Inclure des mesures décisives sur les questions lourdes qui empoisonnent la vie des habitants contraints à fuir la ville à gros bouillon : près de 180 000 habitants en moins et la disparition des couples avec enfants (50 000 personnes).
 - La circulation doit servir la prospérité
 - Les dépenses doivent être comprimées et la dette remboursée tout en réduisant la fiscalité. Là le plan est détaillé et chiffrée
 - La sécurité doit effectivement être restaurée et en disant comment.
- Prouver qu'on n'est pas intimidé et qu'on prendra des mesures que certains considéraient comme taboue : la remise en cause des vitesses limitées et des stationnements hors de prix avec une volonté de nuire à certains véhicules ; La remise en cause des plans d'extension des logements sociaux, quoi qu'en dise la loi SRU ; la fin du mépris pour les riverains priés de tout supporter.

On sait que Sarah Knafo a du répondant lors des interviews et qu'elle est difficile à abattre pour les médias. Il suffit de voir le comportement des « journalistes » qui l'ont invitée sur France Info. Venimeux jusqu'à la haine, suintant le mépris à chaque mot, empêchant de développer les réponses, tentant par tout moyen de nuire par des diversions. Une honte ! Et finalement ces deux obscènes ne sont arrivés à rien et se sont déconsidérés eux-mêmes.

En à peine une semaine, malgré ces avanies, Sarah Knafo a su se placer comme une maire de Paris crédible, concrète et positive. Elle est entourée, sait où elle va et elle est jugée apte à réaliser son projet. Elle dépoussière complètement son image et la libère des miasmes idéologiques du zemmourisme. Plus personne n'a de doute qu'elle sera au second tour et dépassera les 10 %. Il n'y a rien dans son programme et son attitude qui pourrait empêcher un sympathisant de LR de voter pour elle. En revanche elle manque de troupe sur le terrain et n'a pas assez de militants. Il a des places à prendre pour les audacieux. Mais aussi pour les opportunistes.

La comparaison avec le niveau de préparation du camp Dati est consternante. L'après-midi à la Mutualité a été tragique. Il a fallu tout retarder et battre le rappel car les lieux paraissaient vides. Aucun discours n'a marqué ni n'a fait la différence en frappant les esprits. La méthode et le projet, dévoilés par petites séquences, restent globalement flous, comme lors de la campagne précédente. Les rats sont là et les poubelles. Aucune perspective gracieuse, aucun engagement lourd. Beaucoup de critiques des autres et de promotion de soi. Aucune remise en cause franche des excès de la municipalité sortante. Au contraire, au nom de l'écologie, on reste largement dans les pas de Mme Hidalgo pour séduire les bobos, à tel point qu'on a commencé à parler de Datidalgo dans les dîners en ville après les déclarations sur la rue de Rivoli. Vive le vélo, vive la végétalisation ! Tant de critiques pour finir par mettre ses pieds dans les pas de la maire sortante ! Cela passe comme une cuillère d'huile de foie de morue. Surtout la campagne est entravée par les sujets annexes : les problèmes propres au ministère de

la Culture, ou à la dérive de l'audiovisuel public, avec des annonces peu claires sur la démission de la candidate de son poste gouvernemental. Des difficultés judiciaires peu stimulantes pour l'électorat peuvent soudain mal tourner. Des conflits de personnes éclatent partout qui se focalisent sur le choix de l'équipe pour l'élection du Maire de Paris et les choix d'arrondissements. Partout cela grince, même si les militants sont formidables et bravent le mauvais temps pour assurer une présence.

Certains disent : « attendez un peu ! Le vote est le 15 mars. La vraie campagne se jouera dans les quinze premiers jours de Mars (en février tout le monde est en vacances et la période électorale commence le 3 mars...). Pour le moment on décline les grands thèmes les uns après les autres. On est présent à la télévision. On sera là à ce moment-là. Sarah Knafo fait du NKM avec des petits cœurs à contre image de la guerrière qu'elle a campée jusqu'ici. C'est un risque et elle n'a personne dans les arrondissements. Elle est seule et tout le monde va s'acharner sur elle. Elle va exploser en vol dès que les sondages commenceront à tourner et elle va être considérée comme l'empêcheuse de gagner l'alternance. Tout le monde comprend que cette campagne est d'abord un projet personnel de refondation de son image publique pour d'autres aventures. Elle sera désormais connue de la France entière. Il n'y a que cela dans sa candidature ! »

Depuis deux ans nous alertons sur les dangers électoraux d'une attitude qui refuse toute construction programmatique concertée et sérieuse et qui se complaît dans des luttes de personnes quasi féodales avec l'insuccès que l'on sait. Toutes ces erreurs pèsent. Sarah Knafo, elle, a compris. Elle a un programme. Il est nommé. Il porte une image cadrée et positive. Il est édité et accessible à qui veut le lire. Il traite toutes les questions importantes. Il développe des solutions précises sans crainte du qu'en-dira-t-on.

Sarah fait tout ce que nous conjurons LR de faire depuis deux ans. Et c'est la seule qui monte dans les sondages !

C.Q.F.D. !

3. L'effacement de Thierry Mariani et du RN

Le lancement réussi de Sarah Knafo a jeté une lueur pâlichonne sur la candidature du RN. Un sondage plaçait le RN à 8 % devant Reconquête 7, un second a inversé les places, Reconquête passant à 9. Le changement de mode de scrutin permettait de libérer les voix RN prisonnières dans les arrondissements tenus par la droite et la gauche. On pouvait anticiper un score proche de 10-12 % minimum, sachant que le mouvement de Ciotti ne présentait pas de candidat. Les trois mouvements à droite de LR pouvaient atteindre 20 à 25 %, compromettant l'alternance. Jusqu'ici la dynamique du RN est inexistante et sa tête de liste invisible.

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

Cela tient largement au fait que toute la lumière est concentrée d'une part sur Marine Le Pen, ses affaires judiciaires et ses interventions à l'Assemblée et d'autre part sur son adjoint qui vient de sortir un livre et a commencé à se placer pour les présidentielles 2 027. **Pour le RN, le national a tué le municipal à Paris.**

Thierry Mariani considère également que rien ne se passera avant la fin des vacances de février. C'est un ex LR qui a de la bouteille mais qui n'a pas d'attaches très claires avec Paris après avoir été maire de Valréas pendant près de 16 ans et conseiller régional de Provence pendant près de trente ans. Que vient-il faire à Paris ?

Sans un coup de main fort de Marine le Pen, Bardella, et Ciotti, il risque fort de ne pas profiter de la vague Lepéniste qui s'est manifestée nationalement et qui faiblit peu à peu. On voyait le RN plutôt vers 12-15 %. Il n'est aujourd'hui pas sûr qu'il atteigne 5 %. Cet effacement s'il se confirme profitera plus à la liste Knafo qu'à la liste Dati.

On sait que LFI avec Mme Chikirou passera sans doute les 10 %.

Autant dire que rien n'est joué à Paris.

Tout tiendra à la dynamique de campagne.

Rachida a compris qu'elle avait le plus grand intérêt à quitter le gouvernement rapidement, ce qu'elle vient de faire. Elle doit devenir plus consensuelle et moins vindicative pour être sûre de ne pas perdre des électeurs LR. Il lui faut déclarer sa liste rapidement avec un maximum de volonté d'union positive et de soigner beaucoup plus la qualité de ses propositions qui, actuellement, n'impriment pas vraiment. Il est encore temps. Tout se jouera dans les trois semaines à venir, pas en mars. Le fait d'annoncer un vrai programme dans les prochains jours est une excellente nouvelle. Tout ne peut pas se jouer sur la personnalité et la communication.

III- LR et les Élections nationales : ne pas craindre de sortir de l'ambiguïté

LR n'a aucun programme de redressement national propre au parti tout entier, ni dans la dimension économique ni dans la dimension civilisationnelle. Chaque candidat potentiel aux Présidentielles fait sa petite tambouille dans son coin, en se gardant bien de sortir de l'ambiguïté sur les plus graves questions du moment. Au-delà des divisions entre écuries présidentielles, une peur panique commune marque les démarches en cours. Surtout ne prendre parti sur aucune des questions qui brûlent !

Osons un petit tour de ces lâchetés accrochées comme la moule au rocher LR par des calculs politiques regrettables.

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

1. La peur de dénoncer le grand mensonge « escrologique »

Pendant ces 25 dernières années, sous l'influence des positions prises par Jacques Chirac, l'UMP puis LR n'ont pas voulu aborder frontalement la question des dérives écologiques. Le parti a postulé par principe que l'approche écologique c'était bien. Le Giec avait raison : l'homme se condamnait sans maîtrise des gaz à effet de serre. La cause animale était superbe. Nous nous devions de respecter la nature tellement saccagée par l'homme. La terre étant en train de brûler, nous ne devions pas regarder ailleurs. La seule question politique était de s'attacher les services d'un quelconque écolo connu à la télévision. Et vive la posture avantageuse ! On a même cru devoir inventer une « écologie de droite », concept absolument vide de sens.

Au pouvoir et dans l'opposition, LR n'a jamais condamné le fait que les gouvernements successifs ont peuplé d'excités militants un nombre invraisemblable de « machins » et qu'ils se sont acharnés à détruire tout ce qui marchait dans le pays. Les résultats ont été invraisemblablement destructeurs :

- Blocage du nucléaire et arrêt absurde de Fessenheim, avec des investissements délirants dans des énergies aléatoires, dont la production est déconnectée des besoins et impossibles à ajuster aux besoins.
- Destruction de l'agriculture
- Destruction du bâtiment
- Destruction de l'industrie
- Baisse relative du PIB par tête et problème de pouvoir d'achat.

L'impact climatique de toutes ses mesures ? Nuls pour les objectifs affichés, puisque les réductions de production française de « gaz à effet de serre » ont été entièrement annihilées par la croissance mondiale de ces gaz, **plus de 200 fois plus forte**. Du pur gâchis ! On signale qu'en 2025 la France a continué à baisser ses émissions, mais moins vite qu'avant, alors que les États-Unis ont recommencé la croissance de leur émission. Quand la France, qui représente 0.7 % des émissions, obtient une baisse de 1.5 %, l'impact est microbique ! **Comment peut-on encore envisager de voter la loi PPE3 qui nous enfonce un peu plus profond dans le délire alors que nous n'avons plus un sou ?**

À la demande d'Éric Ciotti, alors président de LR, une commission thématique devait être organisée pour définir la position écologique de LR et ses membres ont été effectivement choisis. Ses travaux n'ont jamais été lancés officiellement, mais spontanément, elle s'est mise au travail. Très vite de thèmes communs sont apparus comme le désastre agricole à conjurer, ou les exagérations intéressées du lobby des EnR. Puis tout s'est arrêté, aucune des Commissions n'ayant pu réellement travailler et

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

déboucher. La direction de LR a préféré monter une opération de Com' avec l'inévitable mercanti Jancovici. Ce sera un bide complet. Il n'en reste rien. Plus nul, on ne peut pas !

LR ne réagit plus à rien et se tait avec obstination. Ne pas sortir de la fameuse ambiguïté si favorable aux desseins politiques ! Même quand l'actualité offre des bonnes occasions de bâtir et de proposer une réflexion politique positive et efficace. Donnons-en quelques exemples :

- Les leçons de la période de froid qui a submergé l'Europe et la France

Il est facile de constater que pendant la longue vague de froid que nous venons de subir (inattendue tant on bassine l'opinion avec le réchauffement inéluctable) la production des éoliennes et des panneaux photovoltaïques a été généralement quasi nulle. Le nucléaire, malgré le sabotage organisé depuis le Gouvernement Jospin, et l'hydroélectricité des barrages ont produit 80 % à 90 % des besoins. On a tous regretté Fessenheim qui aurait quasi permis de se contenter de ces deux sources d'énergie. Nous avons dépensé trois cents milliards d'euros pour rien dans les Enr et nous voulons continuer avec la nouvelle loi de programmation énergétique.

On sait que les voitures électriques ne « rencontrent pas les désirs des consommateurs ». Ce n'est pas ce que les possesseurs de ces voitures ont vécu pendant l'épisode de froid intense qui les rassurera. En cas de température négative la capacité des batteries est divisée par deux. Si on rajoute du chauffage et qu'on mette la radio, la division est par trois. Sur verglas, l'intensité des démarrages rend la voiture incontrôlable. Le surpoids lié aux batteries s'avère terrible. Le blocage des circulations dans les villes est le même pour les voitures électriques que pour les autres. L'accès aux sites de rechargement est stressant. Les bornes sont désormais la proie des voleurs de cuivre, comme des lignes SNCF. Tout va bien...

Il était donc parfaitement possible pour LR de prendre position en faveur d'une politique énergétique précise et rationnelle en partant de la réalité et des faits constatés par tous. Oui, il faut réduire nos consommations de fuel, pour échapper à la rançon imposée par les cartels et réduire la pollution de l'air. Mais il faut le faire en équilibrant coûts et avantages et sans investir à fonds perdu dans de fausses solutions. C'est si difficile de le comprendre ? C'est si compromettant de l'assumer ?

- L'autodestruction du cadre humain par la prolifération d'animaux sauvages

L'autre domaine écologique où il faut revenir à un minimum de bon sens est celui de la faune « sauvage ». Brigitte Bardot vient de nous quitter. Elle a marqué l'après-guerre et son combat pour les bébés phoques et l'arrêt de l'utilisation des manteaux de fourrure en peaux de bêtes sauvages a été un succès. Personne ne défend plus les massacres d'animaux sauvages ni la cruauté gratuite vis-à-vis des animaux. Cela fait des lustres qu'on organise des réserves naturelles et qu'on essaie de mettre fin à certaines surexploitations caricaturales des milieux naturels.

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

Fâcheusement, on est passé d'une politique humaniste conduite par le sentiment et la raison à une religion transformant les animaux sauvages en victimes d'une Shoah génocidaire imposant non seulement de laisser proliférer des espèces gênantes mais en exigeant qu'on paie des « réparations » à la « Nature » sacralisée ! Des hystériques comme l'effarant Aymeric Caron sont quotidiennement dans l'imprécation génocidaire. Tout le vivant est détenteur de « droits de l'homme et du citoyen », du moustique au rat, du taureau d'élevage au loup. Tuer un lapin devient un crime contre l'humanité dont le concept est ainsi élargi « à tout le vivant ». Le plus curieux est de voir cet individu retourner la Shoah contre les Juifs et rejoindre LFI dans une posture généralement qualifiée d'antisémite. On a les anti-génocidaires qu'on mérite !

Le résultat, on le voit en France, et plus généralement en Europe, où on laisse faire la prolifération d'espèces destructrices et dangereuses qui multiplient les dommages. Ne citons que le cas du sanglier qui désormais prolifère hors de toute raison en commettant des dégradations sans nom aussi bien aux particuliers, qu'aux cultures et aux installations collectives (routes, trains, aéroports).

Le recensement des sangliers est impossible et les estimations très variables. En partant des prélèvements, on estime que leur nombre a été multiplié par dix en 50 ans. Entre 2 et 3 millions de sangliers commettent des ravages sur tout le territoire, avec un taux de reproduction qui a été amélioré par de nombreux facteurs. Des endroits longtemps préservés comme les bords de mer sont désormais atteints par des ravages à répétition. Il n'y a aucune indemnité pour les particuliers et les récoltes de toutes natures qui sont frappées (vignes, champs, etc.) ne le sont que partiellement et à grands frais d'assurances.

On ne compte plus les accidents de la route causés par les sangliers coupant la voie par surprise et en groupe. La SNCF est obligée de faire face à de lourds dégâts liés aux chocs avec des sangliers et ne peut pas protéger l'ensemble de ses milliers de kilomètres de voies. Des villes sont désormais envahies à l'occasion avec des dangers pour la population, notamment pour les enfants sur le chemin de l'école.

Partons de la réalité avec cet exemple récent :

« La tranquillité d'Angoulême a été sérieusement bousculée ce week-end lorsque six sangliers, de plus en plus à l'aise en milieu urbain, ont été abattus au cœur de la ville. Ce phénomène d'incursion de ces animaux sauvages dans des zones habituellement non chassables est en augmentation, transformant ces endroits en véritables *zones de quiétude* pour ces bêtes. Tout a commencé lundi midi, rue Laffèrière, à proximité de la préfecture d'Angoulême. Alexis Cassereau, en se rendant dans le jardin de sa voisine pour observer d'éventuels dégâts, a été pris de court par une laie. « Je ne l'avais pas vu, mais lui, il m'avait vu. Il a chargé de suite ! », raconte-t-il. Heureusement pour lui, un voisin a pu lui passer une échelle à temps, lui permettant de se hisser sur le mur pour appeler les secours. »

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

Et les polices municipales ne peuvent rien. Il faut la présence d'officiers de Louveterie pour abattre les sangliers dangereux. Beaucoup de maires écolos interdisent les battues. D'autres soutiennent les chasseurs qui engrainent pour multiplier le gibier. Un détail : la disparition des paysans rend impossible l'entretien des chemins qui permettaient d'accéder aux zones de prolifération et d'en ramener les bêtes tuées. Alors on ne sait plus trop quoi faire ! Les impérities se cumulent toujours. La législation est complexe et les pratiques diverses. On a tué plus de 800 000 mille bêtes pendant la saison 2024-2025 sans entraver la prolifération.

« En 2024, la SNCF a décompté 1 104 heurts de sangliers. C'était moitié moins (536) en 2019. Plusieurs raisons à cette augmentation, le réchauffement climatique (sic !) qui favorise leur développement, et le Covid qui les a habitués à se rapprocher des installations humaines. Mais ça perturbe l'ensemble du réseau ferroviaire. L'année dernière, par exemple, plus de [5.000 trains ont été retardés ou supprimés](#) en raison d'un choc avec un sanglier. L'une des régions les plus touchées, c'est la Normandie où la SNCF a recours aux chasseurs pour l'aider à faire partir les sangliers. Au bord de cette voie ferrée près d'Évreux, les sangliers sont de plus en plus nombreux. »

« C'est la hantise de certains conducteurs à la nuit tombée : voir débouler un sanglier juste devant sa voiture. Plusieurs accidents ont eu lieu ces derniers jours dans la Manche. À Sainte-Croix-Hague, [un jeune homme de 20 ans a perdu la vie le 24 décembre 2025 au soir](#). En tentant d'éviter un sanglier, sa voiture est venue percuter un utilitaire arrivant en face. Cinq autres personnes ont été blessées, dont deux grièvement. Les sangliers représentent un danger sur nos routes »

La mort d'un jeune homme tué la veille de Noël par un sanglier n'a été commentée par aucune télévision.

Est-il normal qu'on laisse se faire sans réagir autant de dégâts pouvant aller jusqu'à la mort ?

Est-il normal que LR se taise, terrorisé à l'idée des réactions d'hypers minorités agissantes ?

La situation est déjà presque irréversible. Encore cinq ou dix ans et on en sera entre 3 ou 4 millions de sangliers et une tragédie. Il faut donc monter les prélèvements pour qu'ils soient supérieurs aux naissances et permettent une baisse globale importante. C'est-à-dire forcer la main et aux chasseurs et aux écolos.

Le 22 janvier est passée sur une chaîne télévisée une émission charmante en faveur des sangliers. Pas un mot sur les dégâts. Les Français ont découvert qu'on dépensait des budgets de recherche plus que conséquents pour observer tout ce charmant petit monde et vérifier que sa prolifération se passe le mieux possible... pour l'espèce.

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le [Dazibao](#) organisé sur le site : [Librairie-e-toile.fr](#)

La lâcheté n'est pas une vertu politique. Les bons sentiments dévoyés non plus ! LR n'a pas à hésiter et doit mener le combat contre ces imbécillités.

À noter l'intervention de Michel Onfray le samedi 31 janvier sur Cnews marquant que les régions sont laissées à l'abandon et notamment ses communications par train, symbolisées par la réduction des TER, dont la ponctualité est, de plus en plus, « **entravée par les sangliers** ».

LR doit prendre la tête d'un mouvement de régulation réaliste des espèces dangereuses. Une des solutions est de faire payer les dégâts par les chasseurs et les municipalités qui s'opposent à une politique de régulation raisonnable. Personne ne se plaignait dans les années soixante quand la France comptait moins de 50 000 sangliers.

2. La peur de dénoncer le grand mensonge de la gratuité

Après la révolte des Pharmaciens, des kinésithérapeutes, des radiologues, tous accusés d'entretenir le déficit de la sécurité sociale, ce sont les médecins libéraux qui sont sortis de leurs gonds et qui ont décidé une grève historique des soins.

LR est resté totalement silencieux sur le sujet de crainte d'être considéré comme antisocial. La peur, toujours la peur. Et toujours sur des questions d'image et de communication sans jamais s'attaquer au fond des problèmes.

Quel est le fond du problème de la sécurité sociale ? On est passé d'un système assurantiel basé sur des cotisations à un système de gratuités généralisées payées par des prélèvements sans limites et par la dette.

La gratuité en matière de prestations est une arme de destruction massive. Le constat n'est pas facilement accepté par une population habituée aux cadeaux électoraux et à l'argent magique. C'est vrai : contester des gratuités n'est pas populaire.

Mais toutes les expériences de gratuité ont abouti aux mêmes résultats : **la répression constamment aggravée des consommateurs et des fournisseurs**. Tant que nous avons une croissance rapide de la production et une démographie dynamique, les dérives de la gratuité pouvaient être compensées. Du jour où on est entré dans le système des changes flottants, des récessions à répétition, des déséquilibres majeurs, de la régression relative du PIB par tête, en général soutenus par nos propres folies, et qu'on a favorisé l'effondrement du couple et de la natalité, tout a explosé. L'Assemblée Nationale foutraque qui ne prend plus que de mauvaises décisions, vient de voter unanimement que le refus de toute activité sexuelle ne pouvait pas justifier le divorce. Encore un clou enfoncé dans le cercueil du mariage traditionnel. Cela va certainement arranger le taux de nuptialité et de natalité ! La règle est bien connue : en démocratie toute unanimité signale une défaillance de la discussion et une sottise. Il n'y a pas d'exception. En considérant que la gratuité des prestations médicales et des prothèses était un droit de l'homme et qu'il s'appliquait à quiconque

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

viendrait à se trouver sur le territoire national, la gauche socialiste relayée par l'Enarchie compassionnelle et bienveillante a balancé le système social dans un piège qui impose de multiplier les répressions contre les acteurs pour ne pas sombrer définitivement dans les dépenses et les dettes.

Il faut abandonner le système de gratuité et rétablir un système assurantiel. En bloquant la liberté tarifaire des mutuelles, qui ne peuvent plus faire évoluer leurs tarifs en 2026, le gouvernement va stupidement dans le sens contraire, avec la caution des LR du gouvernement. C'est grotesque.

Qu'attend LR pour prendre la tête d'un mouvement de reconstruction de notre système de sécurité sociale et pour l'insérer dans une **politique contractualiste, nataliste et de redressement du PIB ?**

« Chut ! On a peur. Restons cachés et tout ira bien ». Disons que cette attitude est intolérable pour rester civil et amical. En vérité, c'est une honte pure et simple. L'avenir de la sécurité sociale est un sujet critique. Tout doit changer et LR doit être le levier qui permettra de reconstruire un système désormais caduc et ruiné.

3. La peur de dénoncer le grand mensonge justicialiste

Deux événements judiciaires importants se sont produits ces derniers mois. On a vu le Conseil d'Etat, par la décision de quelques gugusses non élus, décider que les salariés malades pendant leurs congés devraient se faire offrir de nouvelles vacances par leur entreprise. Cette institution a donc décidé de créer un droit nouveau : le droit aux pleins congés en bonne santé. De son côté, le Conseil Constitutionnel a interdit de revenir sur la loi Taubira qui a créé la « césure » pour les délinquants mineurs, c'est-à-dire l'idiotie qui consiste à ne pas juger tout de suite un acte délictueux, et même un crime impardonnable, dans l'espoir qu'on puisse, plusieurs mois plus tard, exciper d'un meilleur comportement du jeune pour ne pas l'envoyer en prison. On a vu le résultat avec la mort du petit Elias dans le 14^e arrondissement de Paris.

Depuis l'arrêt du Conseil Constitutionnel on doit admettre qu'une loi ne peut plus être changée... par une nouvelle loi. Dément ! Réaction officielle du parti LR ? Rien. Chut ! comme d'habitude. La peur du « qu'en dira-t-on de gauche » y est toujours aussi paralysante, en dépit de réactions particulières d'élus motivés. La solution, on la connaît parfaitement et elle reste dans le cadre le plus démocratique qui soit. Pas besoin d'invoquer des principes non démocratiques. Au contraire, les bonnes règles suivantes sont **assises sur la volonté de maintenir la démocratie**.

Principe numéro un : les cours de justice quelles qu'elles soient ne peuvent pas créer de droits nouveaux ni s'opposer à la volonté nationale quand celle-ci veut modifier un droit acquisitif. La création et la modulation des droits-de et des droits-à est réservée au Parlement et au peuple saisi par referendum. Point final !

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

Principe 2 : la transcription dans la loi des principes des préambules de la Constitution appartient au Parlement et au peuple saisi par referendum. Les cours peuvent garder un pouvoir consultatif.

Principe 3 : les juges appliquent le droit et ne doivent pas porter atteinte à la neutralité politique du judiciaire. S'ils ne le font pas, ils doivent être sanctionnés **du crime à créer de justicialisme** (utilisation de sa fonction pour promouvoir des positions politiques et idéologiques contraires à la neutralité et pour contrarier l'application de la loi). Le syndicat de la magistrature qui a monté « le mur des cons » et qui a pris une orientation politique publique, qui plus est d'extrême gauche, au détriment de l'impératif de neutralité, doit être dissous.

Principe 4 : La Cour de sûreté de l'État doit être rétablie. Elle nous a permis de gagner la guerre en métropole contre le FLN, l'ALN, l'OAS, Action directe, les terroristes basques, ou bretons ou corses. Au moment où nous faisons face à l'explosion de la délinquance, de la violence islamiste et des mafias de narcotrafiquants, ce retour est indispensable.

Qu'est-ce qui interdit à LR de bâtir un programme sécuritaire républicain fondamental en proposant le projet de referendum correspondant ?

Cette politique n'est pas une condamnation des cours de justice. Lorsque la CEDH rappelle que pour intercepter les mouvements dans les comptes bancaires et contrôler les différentes subventions reçues quelques contraintes formelles sont à respecter et que la sphère privée des gens n'est pas accessible en libre-service par les services de l'État et ou lorsque le Conseil Constitutionnel fait attention aux « cavaliers » législatifs ces deux Cours sont dans leur rôle. Il ne faut pas les supprimer mais revenir à la philosophie initiale de la constitution de la Cinquième république.

4. La peur de s'opposer au grand retour de la « révolution culturelle maoïste » et à l'épanouissement du grand mensonge multiculturaliste et woke importé des États-Unis

N'insistons pas ! L'année 2025 a souligné que la France était devenue le dernier pays profondément démolé par des visions communistes, symbolisées par la Taxe Zucman, les menaces sur les héritiers et les possédants, les atteintes continues au droit de propriété et l'idée qu'un patrimoine était nécessairement improductif.

LR doit s'emparer de la mission de mettre fin au socialisme en France ainsi qu'au Wokisme délirant. Il faut avoir une vision civilisationnelle claire, argumentée et défendue. La crainte d'être jugé antisocial, anti féministe, anti-homosexuel est tellement forte, depuis si longtemps et notamment depuis le virage centriste imposé par Chirac et Juppé, que la direction actuelle de LR n'ose pas franchement s'affranchir d'une certaine emprise de la pensée gauchiste à un moment où ses tenants retrouvent les pires travers idéologiques du révolutionnarisme, avec un niveau de haine et de

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

dénonciation extravagant. Sur une radio publique le 29 janvier un militant LGBTQIA et ++ si affinités, a proféré pendant près d'une demi-heure sans contradicteur les pires menaces, comprenant la violence dans la rue contre les « fachos », tout ce qui est à droite de l'extrême gauche étant fasciste. La radio publique est progressiste ! Ce boutefeu aurait dû dormir en prison le soir même, et au moins être dénoncé fermement par LR avec évocation de l'article 40, comme pour ceux qui prêchent l'intifada dans nos rues. Cela aurait montré au moins que nous cessions d'avoir peur !

Quand le Haut Conseil à l'égalité, encore un haut conseil, cette mascotte de l'Enarchie compassionnelle et bienveillante qui s'est attribuée ainsi du pouvoir hors de tout contrôle démocratique, dans son rapport du 21 janvier, anniversaire de la décapitation de Louis XVI, évoque le masculinisme comme une doctrine d'extrême droite à qui il faudrait couper le cou parce que c'est un « enjeu de sécurité nationale », LR se tait. Il faut dire que la Commission au Droits Reproductifs (sans rire) de cet organisme précise qu'elle « défend l'accès aux services sanitaires comme l'IVG ». La reproduction par l'IVG ! C'est nouveau ! L'avortement vu comme un soin ! Étonnant non ! Rappelons que les Français paient près de 60 millions d'euros pour gaver des militantes féministes outrancières embusquées dans les rouages de l'État. Rappelons aussi qu'on pratique désormais environ 240 000 avortements à 700 euros l'opération chaque année. On honore ainsi les droits « reproductifs ». La France longtemps première au classement mondial a sombré dans les profondeurs du classement pour la mortalité périnatale. Nous avons 30 millions de moins de 20 ans en 1971. Il en reste 15 millions. Nous avons perdu 12 500 000 enfants à naître depuis l'an 2000. Ces chiffres qui signent la mort du pays à terme ne sont évidemment pas un enjeu pour les wokistes. Vive les droits reproductifs et mort aux enfants !

Ne parlons pas de la Dilcrae chargée de propager la doctrine Woke au sein des dépendances de l'État et qui devrait, elle aussi, être impitoyablement supprimée.

Il y a pire. Lorsque dans une école d'art, dans l'Est de la France on crée un « évènement » qui consiste à détruire une voiture de police construite à ce dessein, on mesure la pénétration nouvelle des méthodes maoïstes de la révolution culturelle. Le retour des piloris permettant la déconsidération de l'ordre ancien suivi des actes symboliques ou non de destruction des pouvoirs hostiles à la production de l'homme nouveau n'est pas une affaire marginale. Il s'accompagne de la nazification de tous les propos contraires, toute personne en désaccord se voyant traitée de complice du génocide Hitlérien ! Quand ces actes et cette propagande pestilentielle sont le fait d'agences publiques, de journalistes du « sévice public », de juges plus ou moins rouges, d'écoles et de spectacles subventionnés, on ne peut pas douter des effets à court terme sur la démoralisation nationale et de délabrement des autorités, mais aussi sur les risques de guerre civile qu'ils préparent. Avec l'argent de nos impôts !

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

Marcel Gauchet affirme que « nos démocraties sont atteintes de confusion mentale ». Il n'y a aucune raison que LR s'y soumette.

5. La peur de dénoncer les conséquences fâcheuses de l'évolution de l'Union Européenne

Construire une Europe fédérale aux contours indéfinis d'où la notion de nation aurait été bannie, où la France ne représenterait bientôt qu'environ 5 % des parlementaires et n'aurait plus aucun pouvoir, où le multiculturalisme aurait triomphé et où l'emprise islamique serait devenue étouffante, au terme d'une longue submersion migratoire, est-ce réellement une perspective épataante qui doit s'imposer sans discussion ?

Plus de trente ans après le traité de Maastricht, le temps n'est-il pas venue d'une réflexion de fond sur une aventure qui est en train de mal tourner ? Des voix alertent désormais tous les jours, de l'intérieur et de l'extérieur, sur le caractère suicidaire de l'évolution actuelle de l'Union Européenne entraînant les pays membres vers une destinée pas franchement engageante.

Comment est-on passé d'une volonté motivante de rapprochement des peuples et de développement communautaire, au magma informe actuel qui cumule outrance écologique et wokiste, impuissance géopolitique, effondrement démographique, multiculturalisme délétère, soumission diplomatique, stagnation économique de longue durée et bellicisme sans armées propres ?

Comment distinguer, dans ces évolutions dangereuses, ce qui tient intrinsèquement à des errements de la démarche européiste et ce qui est la conséquence de nos impérities nationales et notamment des simagrées d'Emmanuel Macron ? Que faisait cet abruti à Davos une fois de plus devant le World Economic Forum, pérorant dans un anglais puéril, avec des lunettes façon Top Gun et tripotant familièrement le président d'un fonds de placement américain gérant plusieurs fois la contre-valeur du PIB français ? Il plastronnait comme d'habitude en ânonnant des vérités premières autour de la souveraineté européenne, la seule qui compte à ses yeux pour ses projets futurs. La France ? Visiblement, il ne connaît pas. Pour lui, la France semble n'avoir été qu'une plateforme de lancement pour lui permettre de plastronner parmi les grands de ce monde.

Les tremblements de terre géopolitiques actuels déclenchés par la guerre en Ukraine, les menaces de la Russie, la défection de la couverture de sécurité assurée par l'Otan depuis deux générations, l'effondrement de l'ONU, les délires du GIEC, l'importance critique nouvelle de l'Inde et de la Chine et les déchirements africains et sud-américains, remettent en cause pratiquement tous les paramètres qui faisaient de l'eupéisme une composante fleurie de la mondialisation heureuse.

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

Penser la nouvelle situation de l'Europe est un défi terrible, on est d'accord. Que LR tremble un peu et hésite à construire son discours sur la question est compréhensible. De là à ne pas définir la moindre option politique et diplomatique, il y a de la marge. Le silence n'est pas d'or lorsque les dégâts s'accumulent :

- L'agriculture française en déroute
- L'industrie française en déroute
- La construction et l'immobilier en déroute
- Notre activité portuaire en déroute
- Notre position énergétique en déroute
- Les frontières sont des passoires avec toutes les conséquences subséquentes
- Notre droit est sous tutelle
- L'empire de la norme nous étouffe
- Le retour à la place dominante de l'Allemagne et la fin du mythique couple franco-allemand deviennent évidents.
- La place excessive des lobbies et l'accueil de toutes les idéologies délétères du moment sont dramatiques à Bruxelles centre mondial du lobbyisme
- Le coût pour la France des politiques structurelles au bénéfice des autres est extravagant
- La perte d'influence du français au profit de l'anglais est devenue définitive.
- La soumission grotesque aux excès de Donald Trump a choqué tout le monde
- Les abus de pouvoir de Mme Van der Leyen commencent à fâcher.

Sur tous ces sujets, les postures de M. Macron ont été autant de faiblesses et de renoncements. La présidence française ne joue pas son rôle depuis 2017 après l'avoir joué très mollement sous Hollande. Alain Minc n'a pas totalement tort de demander de regarder d'abord les erreurs françaises avant de tout remettre en cause. Mais tout de même !

LR, par la voix de F.X. Bellamy a été au cœur d'une certaine forme de révolte contre les dérives européistes de la Commission, révolte qui est relayée désormais avec un certain succès par Sarah Knafo, ex LR.

Les prises de conscience sont dans l'air.

Faut-il en rester là ? Certainement pas. L'Union européenne, oui, mais pas comme cela ni avec les résultats qu'on constate. Remplacer l'inutile et toxique pseudo-président

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

Macron par un autre président moins déprimant ne suffira pas si la France ne se dote pas d'un projet européen clair et ferme, compris par le pays et soutenu majoritairement par les Français.

Actuellement l'Union Européenne nous nuit ! Le constat est accablant. On ne peut pas laisser cette situation perdurer, sans pour autant renoncer à des avantages européens possibles.

Ce n'est pas par le silence pétiochard que LR pourra construire l'action nécessaire.

6. La peur de dénoncer l'accumulation des déviances macronistes

Le président Macron est un accident de l'histoire française récente. Il ne gère que lui-même et concentre tous les pouvoirs dont il dispose sur une seule préoccupation : lui-même et son job d'après. Qui, aujourd'hui, à part quelques clients avides, a le moindre doute sur l'incapacité et la nuisance de ce ludion narcissique tragique qui a abaissé la France dans pratiquement tous les domaines, paralysé ses institutions et assombri durablement la place de la France en Europe et dans le monde ?

Le choix du sinistre Lecornu, dis « le serpent à sornettes », mi couleuvre et mi vipère, ex LR malheureusement, comme larbin chargé de maintenir Macron au centre du jeu jusqu'à la fin de son mandat, en achetant le parti socialiste avec l'argent des Français, s'avère délétère. On a atteint le pire du pire, en vérité le fond de la honte de la honte, sur plusieurs initiatives :

- Vouloir imposer aux médecins de trahir le serment d'Hippocrate et de collaborer sous menace pénale, aux avortements et au suicide assisté !
- Imposer aux médecins, après les paysans, de réduire d'eux-mêmes leur activité sans tenir compte de l'état de santé de leur clientèle.
- Proposer une quasi-gratuité des repas pour tous les étudiants, sachant que l'université, est devenue une entrée libre dans le pays pour les pays africains. et qu'elle est dévastée par les faux étudiants, le Wokisme et l'antisémitisme. Les taux de passage de seconde année de Fac sont toujours aussi consternants.
- Proposer une nouvelle hausse du revenu complémentaire de travail, en plus des revenus substitutifs au travail.

Tous les ménages doivent recevoir des dons de la nation, des gratuités, une allocation et/ou une autre, de la naissance à la mort (pour ceux qui échappent à l'avortement gratuit et qui n'ont pas voulu être aidés par l'État à se suicider).

C'est tout ce qu'a trouvé le couple Macron-Lecornu pour durer encore une minute de plus. Des LR cautionnent ces mesures déshonorantes en refusant de quitter ce gouvernement dévoyé par la pire démagogie auto centrée sur le destin d'un bouffon délétère.

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

Saisi par le prurit de paroles hors sol qui lui est habituel, Emmanuel Macron a soudain vrillé à nouveau devant les ambassadeurs réunis et, gorgé d'ivresse de lui-même, il a évoqué « des diasporas » à mobiliser. Le journal l'Opinion a osé parler d'un projet de Haute autorité des diasporas ! Francis Szpiner a aussitôt interrogé le gouvernement qui a aussitôt démenti sans convaincre. Le rétropédalage est le fruit amer du bavardage compulsif.

Comment croire que la vision de la France d'un Président français soit celle d'une « collection de territoires », où grouillent des « collections de diasporas », coexistant avec une population locale déclinante, divisée en fractions genrées, jusqu'à sa dilution complète ? La France ? le citoyen français ? Un vieux monde que tout cela ! Et qui doit s'effacer.

Fa Tutto !

En même temps, il laisse faire une initiative de Mme Van der Leyen désireuse une fois de plus d'outrepasser les limites de son mandat pour européaniser la défense militaire, la financer par des emprunts monstrueux et **mettre sous contrôle les exportations d'armes françaises !**

Là on est à la limite de la trahison de la France et à la porte de la Haute Cour.

Ne parlons des dérisoires palinodies sur le Groenland où le même qui refuse de défendre la souveraineté française exige le strict respect de la souveraineté... danoise qui n'est que nominale sur cet énorme sous-continent.

Depuis des lustres Emmanuel Macron veut se construire une image flatteuse de défenseur de l'Union Européenne souveraine auprès des opinions étrangères ignorantes des réalités françaises et qu'il croit encore pouvoir séduire. Il prépare son job d'après. On laisse entendre qu'il veut revenir à la présidence française comme Poutine en favorisant un successeur de type Medvedev, un idiot utile, façon chausse-pied. Un Glucksmann serait parfait : tomber à gauche est toujours utile quand on est cynique et démagogue. Par défaut un serpent vicieux de type Lecornu suffirait.

L'hypothèse est possible. Mais certains avancent que pour ce président anti national, qui n'évoque qu'une seule souveraineté, celle de l'Union Européenne, La France n'a plus aucun intérêt ! Depuis des années il prépare son grand projet narcissique ultime : être le président de l'Union européenne, élu par la totalité des électeurs européens, au suffrage universel direct. De là-haut il pourrait plastronner de façon réellement jupitérienne sans aucune vraie responsabilité. Lors de la présidence française de l'Union, il a fait tester l'idée auprès de la jeunesse européenne. Il croit encore pouvoir séduire des gens qui ne le voient que comme

jeune gravure de mode et en Européiste intransigeant. Toutes ses actions connues, discrètes ou secrètes vont dans le même sens.

- Il détourne la position diplomatique de la France pour plastronner contre la Russie et les États-Unis toujours dans un maximalisme de pure forme mais qui fixe son image.
- Il cède tout à l'Allemagne dont il aura besoin.
- Il fait voter des vœux au Parlement européen pour la suppression du droit de veto
- Il accepte une extension indéfinie du nombre des pays membres qui va réduire le poids de la France à sa démographie en chute libre.
- Il supporte toutes les lubies idéologiques défendues par la Commission à commencer par l'islamisme et le Wokisme
- ...

Le préalable était de ne pas se faire sortir prématurément de son job d'avant, la présidence de la République française. Voilà Lecornu et la stabilité, deux illusions qu'il veut nourrir aux frais de la nation pour tenir les quelques mois nécessaires !

La difficulté sera pour lui de faire avancer le projet de présidence élue de l'Union européenne. Il compte sur la perte de couverture américaine et sur l'agressivité de Poutine pour pousser son optique d'Europe puissance et l'achèvement de la mue fédérale du continent. Ses conseillers travaillent déjà sur les années 2028 et 2029, sachant que tout est déjà vissé pour 2026 et 2027.

Qu'un chef de gouvernement et des ministres LR ou ex LR mettent en musique ce projet hyper narcissique et anti national (il s'agit bien de la fin de la France en tant que puissance souveraine), est une trahison complète et odieuse des origines gaullistes de ce parti.

IV- Vers une récession mondiale en 2027 ?

On pleure souvent ces derniers temps sur l'effondrement du multilatéralisme victime des oukases des différents empires en reconstruction. Personne ne veut voir que le multilatéralisme s'est effondré dès l'été 1971 avec l'abandon du système de Bretton Woods. Le système monétaire international, en matière géopolitique, est la colonne vertébrale sur laquelle tout s'accroche. Toutes les réflexions menées après la grande crise de 1929 et le désastre global des relations monétaires de l'entre-deux guerres ont convergé vers une certitude absolue :

- La sécurité économique et la prévention des récessions dépendent directement de l'interdiction des grands déficits et des grands excédents dans les échanges. Corollaire : chaque Etat est responsable de la valeur de sa monnaie et de l'équilibre de ses échanges. En cas de dérapage, une organisation internationale,

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

le FMI, est là pour recommander des évolutions de politique économique interne et réajuster si nécessaire la valeur relative des monnaies.

Nous connûmes les Trente Glorieuses sous ce régime.

En juin 1971, les États-Unis l'ont détruit et créé de facto un non-système de compétition économique non régulé où ils pensaient gagner facilement. Jusqu'au moment où, de récessions en récessions et de déficits en déficits, ils ont à nouveau tout cassé mais cette fois-ci en passant par les droits de douane unilatéraux. Nous y sommes en plein. La valeur de l'once d'or était de 35 dollars en 71. Elle vient de dépasser 5 100 dollars. Le dollar a perdu 99.3 % de sa valeur en or en cinquante ans. Les autres monnaies administratives également. L'Europe a cru devoir créer une monnaie unique qui ne permet aucun ajustement des balances commerciales de ses membres entre eux. Les excédents de l'Allemagne sont délirants ce qui lui a permis de racheter énormément d'actifs critiques en France et en Europe. Si la France appliquait la méthode Trump, les droits de douane imposés à l'Allemagne dépasseraient 100 % ! Évidemment la situation est aggravée par les excédents chinois, sud-coréens, etc. La Chine a accumulé plus de **mille milliards** d'euros d'excédents en 2025 et déverse à fond sur l'Europe des productions subventionnées et contraires à toutes les règles. La Commission laisse faire, prisonnière d'une idéologie d'ouverture sans réserve. Le résultat pour la France est désastreux et ne peut plus être toléré. On pourrait imaginer que la direction de LR est pleinement mobilisée pour faire cesser ce scandale incroyablement pénalisant pour la France. Vous voulez rire ! Nous développons un silence tonitruant. Chut !!!!!!! C'est complexe. Restons planqués. La France est littéralement pillée et nous regardons ailleurs en sifflotant. Une telle attitude, il est vrai généralisée dans les partis politiques français, est grotesque et honteuse. Il n'y a que dans l'affaire des microcolis que la réaction LR a été ferme.

Franchement : de quoi a-t-on peur ? Des craquements financiers s'entendent un peu partout, notamment au Japon ces derniers jours. Black Rock, le loup financier bien connu, est proche de la faillite, après une perte gigantesque sur une seule opération, façon Lehmann Brothers. Plusieurs autres signes inquiétants sont manifestes : poussées spéculatives extrêmes avec retournements tout aussi extrêmes comme sur la valeur de l'argent. Valorisations d'actifs extravagantes. Multiplication des faillites et retour à des taux de chômage de 8 % en France.

Depuis 1971, nous avons connu cinq récessions mondiales, avec une alternance de récessions dures (1973, 1992, 2008) et de récessions moins fortes (début des années quatre-vingt, début des années 2000). En 2020 le Covid a provoqué un nettoyage des marchés quasi équivalent à une récession et le déversement massif d'argent public a provoqué un rebond immédiat, mais en faisant grimper les dettes d'une façon excessive. Les dettes mondiales sont maintenant à leur sommet historique. La récession sévère habituelle s'annonce pour 2027. La situation ressemble un peu trop à celle de l'année

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

2007. La France, si ce schéma se révèle vrai, une fois de plus, n'aura aucun moyen de réagir. Le budget qui est encore d'adoption brutale est exécration et n'anticipe rien. Il ne fait que pénaliser les entreprises françaises et aggraver la dette et la dépense publique.

On se souvient que Nicolas Sarkozy avait annoncé lors de sa campagne qu'il allait faire monter le PIB vers les sommets. Nous lui avons écrit pour annoncer qu'une récession massive était en préparation. Rien à cirer ! Nous craignons que cette situation ne se représente en 2027. Il est donc absolument nécessaire pour un parti de gouvernement qui pense à relancer fortement la croissance de tenir compte de ce risque de récession forte. Il ne peut le faire qu'en se proposant de développer une diplomatie de la prospérité accès sur deux questions fondamentales : il faut changer le système monétaire international et l'organisation de l'Eurozone ; il faut anticiper la possibilité d'une nouvelle récession.

Inutile de chercher un début de commencement de prise de conscience de ces questions. La presse est pleine d'analyses montrant que nous sommes en pleine remontada. Inutile de chercher une prise de parole même prudente sur cette perspective. La croissance est toujours au coin de la rue. Et nous avons glorieusement atteint une hausse du PIB de 0.9 %. Avec la définition allemande de l'inflation nous serions plutôt assez près de 0 % ! Détail que tout cela. La stagnation est déjà un exploit fêté. Ne gâchons pas ce moment de gloire. La monnaie, c'est complexe et personne n'y comprend rien. La France a besoin d'optimisme. Chut !!!!!!!!!!!!!!!

V- La question obsessionnelle du choix du candidat à la présidentielle de 2027

Les institutions de la Ve République donnent au Président un rôle crucial pour cinq ans pour peu qu'il obtienne une majorité parlementaire, en organisant des élections législatives réussies dans la foulée de sa victoire.

Depuis les années 2000, être un candidat crédible à la Présidentielle consistait à garantir d'être au second tour contre le candidat du RN dont le score potentiel est tel qu'on imagine qu'il sera toujours en tête du premier tour. On pouvait s'abstenir de tout programme. « Empêcher la victoire du fascisme » suffisait, avec quelques éléments de langage complémentaires. Jacques Chirac sera réélu sans programme face à Le Pen. Nicolas Sarkozy sera élu face à Ségolène Royal sans faire le moindre effort programmatique. Hollande sera élu sans le moindre programme, à cause du ressentiment des Français après la terrible récession de 2008. Emmanuel Macron a été élu par surprise en recevant le support du Modem, sans autre programme qu'un livre trompe-l'œil qui n'engageait à rien. La communication est devenue la clef de l'élection. Il sera réélu en « enjambant » l'élection présidentielle grâce à la guerre en Ukraine, toujours sans programme. Mais il perdra aussitôt sa majorité lors des législatives. Pour finalement semer le chaos par une dissolution scandaleuse.

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

La nouvelle donne est très claire : le second tour de 2027 peut voir s'affronter le RN et les Insoumis, les deux seuls partis présentant une identité forte et un chef autoritaire qui crée la discipline, face à la division des candidatures au centre et à droite. Le centre n'a pas de vrai candidat et ne peut jouer qu'un rôle de force d'appoint. La gauche socialiste et écologiste est trop divisée et n'a qu'un programme de distribution de gratuités. La droite est également divisée et sans programme. Les sondages placent Bardella vainqueur contre n'importe qui. La peur d'arriver en troisième, quatrième ou cinquième place plane sur le PS comme sur LR.

La solution dominante proposée à droite et à gauche est d'organiser des primaires ouvertes, avec même, des perspectives de double primaire. Pour LR, par exemple, une première primaire permettrait de choisir le candidat qui se présenterait à la grande primaire de la droite et du centre. La double primaire permettrait à tous de s'exprimer, de tenir le terrain de septembre 2026 à mars 2027, permettant au candidat retenu de fabriquer les thèmes de sa campagne en temps voulu avec une notoriété et une légitimité démocratique.

On a vu l'inconvénient des primaires pour LR : la multiplicité des candidatures impose une absence redoutable de programme ; les candidats écartés deviennent des dissidents laissant le candidat élu à sa géhenne ; le flan retombe brutalement et les critiques commencent à pleuvoir ; des trahisons commencent à se tramer. Le drame de Mme Pécresse sans organisation de campagne, sans programme et sous le feu des critiques à chaque baisse dans les sondages, est dans toutes les mémoires. Si en plus, il faut participer à une nouvelle primaire pour l'ensemble des forces de droite et du centre tous ces inconvénients s'amplifieront.

Alors, on parle d'une primaire directe de toutes les forces de « l'arc républicain », RN et LFI en étant exclu par principe, avec une formule plus réduite allant des Centres à Reconquête. Mais comment choisir le candidat LR à cette primaire alors qu'il y a une quinzaine d'écuries plus ou moins actives et décidées se faire voir à l'occasion des Présidentielles ? Les derniers sondages donnent un très large avantage à Bruno Retailleau, laissant loin derrière lui Bertrand. Il n'aura aucun mal à se faire élire candidat aux présidentielles. Mais doit-il participer à une primaire de l'arc républicain ? Et qu'est ce qui se passera pour LR, s'il est éliminé et que les électeurs soient invités à soutenir un autre parti, encore plus centriste et européiste mou que Macron ?

Une autre hypothèse est l'Union des droites de LR au Front national en passant par les partis de Zemmour et Cioti. Cela représente plus de cinquante pour cent des voix garantissant une majorité pleine et pour le poste de président et pour l'Assemblée nationale, avec un Sénat coopératif. Cette hypothèse n'est plus taboue dans l'électorat de droite. Le RN se voit comme le successeur direct du RPR et pas vraiment celui du FN à bandeau sur l'œil. Cioti ex-patron des LR œuvre officiellement pour cette combinaison. Certaines officines de réflexion de droite sont ouvertement pour. Marine

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

Le Pen, menacée judiciairement, sent bien que, si elle est condamnée, l'alliance à droite qu'elle refusait obstinément deviendra obligatoire.

L'état catastrophique du pays, littéralement ruiné et en cours de destruction avancée de ses fonctions régaliennes, économiques et sociales, est de plus en plus clair dans l'esprit des Français. Sortir du socialisme outrancier, de l'écologisme ruineux, du wokisme hystérique, de l'europhisme béat et de l'immigration invasive, tels sont les thèmes qui s'imposent chaque jour plus dans l'électorat français. Certains défendent que l'ampleur de la crise française implique un changement de paradigme complet à droite et qu'il faut lever maintenant l'hypothèque lepéniste, montée artificiellement par Mitterrand pour la diviser.

Autant dire que la confusion est partout, et le moment plus que difficile pour les dirigeants de partis.

Faute d'avoir construit le moindre projet, et déchiré par les clans, LR, qui est au cœur de toutes les hypothèses de coalition (et dont d'anciens membres sont candidats à la mairie de Paris, de Chikirou à LFI, Bournazel pour Horizons, Knafo pour Reconquête, Dati pour LR et des centristes et Mariani pour le RN), manque de puissance et de crédibilité. Il lui est impossible de prendre les moindres décisions pour 2027 en ce moment. La seule solution pour ce parti est de chercher à s'élever à la hauteur des enjeux vitaux pour le pays et **de bâtir une dynamique puissante au service d'un programme de redressement crédible et déterminant qui offre des perspectives de reprise en main du destin du pays**. Il lui reste six mois pour le faire. Deux années ont été perdues lamentablement.

S'il échoue, ce sera simplement la fin de la Cinquième République et un sale moment pour la France, d'autant plus qu'une récession mondiale sévère se profile à l'horizon dans l'inconscience et l'incurie générale. Nous n'avons même plus les moyens financiers ni l'indépendance nécessaire pour y faire face.

Conclusion :

La peur et les trahisons vont-elles empêcher la construction de l'indispensable programme unitaire défendu par un parti LR rénové, rassemblé et conquérant ?

Il est navrant qu'à l'initiative malheureuse de M. Wauquiez, LR ait laissé trop d'anciens cadres LR entrer dans le gouvernement godillot de M. Lecornu qui accepte, au nom de la « stabilité », c'est-à-dire de la tranquillité de M. Macron, d'être le courtier de mesures socialistes et sociétalistes totalement délétères et insupportables. Gardons en

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

mémoire qu'Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, qui s'accroche servilement au service d'un Macron responsable des malheurs de la paysannerie française, est l'ancienne présidente de LR (!) et que le président qui lui a succédé, Éric Ciotti, a créé un nouveau parti. Quant à Nicolas Sarkozy, il valorise ses expériences de vie en prison en publiant un livre. Christian Jacob, lui, a disparu corps et biens. Il faut dire qu'il n'était jamais vraiment apparu. Enthousiasmant ? Pas tellement !

Dans un tel désordre, pour Bruno Retailleau, la succession est évidemment extrêmement difficile. Comme nous l'avons vu dans notre dernière note politique, LR est devenu un simple parc à jeux pour écuries présidentielles innombrables et incapables de voir plus loin que l'intérêt de leur coterie. Elles empêchent tout travail de construction d'un programme national d'avenir qui aurait dû être formulé depuis bien longtemps et qui ne l'est toujours pas. Il serait injuste de ne pas tenir compte de cette infirmité de LR dans le jugement que nous pouvons porter sur l'action de ses dirigeants actuels.

Il semblerait que Bruno Retailleau, après avoir décidé de confier à un ancien conseiller programmatique du candidat Fillon le soin de bâtir une proposition de programme sans qu'on sache vraiment s'il s'agissait du programme du futur candidat Retailleau à la Présidentielle ou d'une approche du programme unitaire et collectif de LR, aurait imaginé de confier à 50 secrétaires thématiques le soin d'agiter le bocal et de faire des propositions programmatiques. On annonce que leur nombre pourrait doubler, voire tripler. Pourquoi pas mille ?

La manœuvre permet d'envelopper les stratégies d'écuries qui risquent à chaque parole personnelle de se trouver en confrontation avec un des 50 secrétaires. La méthode est astucieuse et même rouée. Sera-t-elle efficace ?

Le plan de redressement global de la France qui devrait être élaboré par LR n'est pas une petite option marginale. Les erreurs françaises depuis 50 ans ont provoqué la perte de **1 000 milliards d'euros de PIB chaque année, 15 000 milliards cumulés en trois quinquennats** ! on n'imagine que ce n'est pas totalement étranger à la demande de pouvoir d'achat, à l'insuffisance des recettes publiques et à l'impossibilité de financer les budgets essentiels. La vérité : toutes nos difficultés économiques et sociales viennent de là ! On ne peut plus continuer à alimenter cette dégringolade économique odieuse, consternante et scandaleuse. Et évitable. La déchéance démographique et ses conséquences sur la composition de la population sont des sujets diaboliques. L'effondrement de l'influence et de l'indépendance française dans le cadre de l'Union Européenne est catastrophique. Les défis militaires sont colossaux. La réforme des systèmes monétaires et de la mondialisation déséquilibrée est un défi extrêmement difficile à relever et LR ne dispose d'aucune compétence capable de la moindre réflexion sur ce sujet très technique ! Le développement d'un antisémitisme de calcul à

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr

gauche est une horreur comme le développement de la haine de l'Occident au sein même d'un électorat de plus en plus islamisé.

La mise en œuvre de 50 petits plats réchauffés sur 50 petits réchauds par 50 secrétaires dédiés choisis parmi les élus permettra-t-elle de vaincre la peur, l'incompétence, l'habitude du rase-mottes prudent et des éléments de langage superficiels ?

N'en préjugeons pas. La direction de LR prend ses responsabilités. Elle est là pour cela. Alors « wait and see » !

Mais gardons à l'esprit qu'il faut se préparer pour **le nouveau cycle de 15 ans qui s'annonce**. Cela suppose **un projet fort et difficile**. Les petites mesures astucieuses et prudentes, ou des postures agrémentant des éléments de langage ne suffiront pas. Décourager les bonnes volontés provoquera de nouvelles scissions.

Il faut viser haut, assurer la rupture de la France avec le socialisme, empêcher le centrisme vide de nuire, assurer l'échec des tentatives de domination wokiste et islamiste, et rattraper **les milliards de milliards d'euros perdus**. Pour cela il n'y a pas le choix. Il faut marquer une rupture avec les attermolements médiocres de ces dernières années et frapper haut et fort. Il faut changer le nom, le logo et la devise de LR, dont l'image est devenue invertébrée et même légèrement repoussante. Et construire immédiatement un programme unitaire franc et massif. La question des alliances et des candidatures se posera mais en temps utile et elle **ne doit pas étouffer l'effort d'écriture d'un programme unitaire de redressement majeur qui doit être au contraire accéléré, nommé, porté devant les médias et défendu. Ce n'est tout de même pas difficile à comprendre !**

Malheureusement il semble que la préoccupation principale pour le président de LR soit, ces jours-ci, de trouver le bon moment et la bonne formule médiatique pour déclarer sa propre candidature présidentielle qui stimulera les ambitions dissidentes et activera le charivari, alors qu'il n'y a pas un jour sans qu'un média ou un autre ne déclare que les LR sont un astre mort dont les restes sont dispersés façon puzzle.

Toutes les écuries LR ayant leur propre sous parti et leur propre trésor de guerre, LR n'a plus un rond et même pas de quoi financer une campagne présidentielle. Le résultat de Mme Péresse au-dessous de la limite de remboursement des frais de campagne (5 % des voix) rend difficile un financement bancaire. Tout cela pointe vers une campagne au rabais ou l'acceptation d'une élimination lors d'une « primaire de la droite » où des dissidents pourraient tenter de jouer leurs cartes.

Nous préférierions que LR annonce sa réforme profonde et son projet national, en laissant de côté la question de la candidature, le choix devant se porter en temps voulu sur un de ceux qui auront été les plus décisifs et charismatiques pour élaborer et porter

le projet. Ce pourrait être Bruno Retailleau, surtout s'il commence par refonder l'identité de LR en changeant tous les identifiants symboliques.

Notre proposition :

Le projet : défense de la Cinquième République et redressement de la France.

Le nom : **Force Française** ; Le slogan : **Libres** ; Le logo :



La base militante crie au futur président du mouvement : tout est là pour agir vraiment et cesser de vasouiller ! Il faut y aller sans faiblesse. Le pays a besoin de nous. Un peu de discernement et de courage permet de savoir exactement ce qu'il faut faire. Alors mobilisons tout le courage intellectuel disponible et on fonce !

Et, on frappe avec la dureté nécessaire tous les **naufrageurs** de la cinquième République, notamment les **socialistes slumdogs millionnaires, roses, rouges ou verts, tentés à nouveau par des options quasi communistes.**

Il serait suicidaire de s'associer au-delà des Municipales au nom de la « stabilité » à un gouvernement de fossoyeurs prêts à ruiner la France pour sauver le minable quinquennat d'un Président déconsidéré par ses manigances narcissiques antinationales, qui s'enivre de ses initiatives les plus folles et qui se voit en influenceur Tik-Tok et en grand Mamamouchi d'une union européenne sombrant dans la fantasmagorie et les postures. **Rien n'est plus urgent que se consacrer à plein temps et de façon unitaire au programme de redressement national. La confiance revenue, les problèmes de financement s'arrangeront. Et une primaire des droites perdra tout intérêt.**

Passons à la contre-attaque ! Avec force.

Restons libres, unissons-nous et cessons d'avoir peur.

Nota bene : les notes politiques publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le Dazibao organisé sur le site : Librairie-e-toile.fr